

Genève, le 16 octobre 2013

## **57ème jour de grève des EdS de Partage Le Conseil administratif campe sur ses positions Le débat sera vif au Conseil municipal jeudi 17 octobre**

**Parmi les soutiens, Madame Anne Emery-Torracinta, candidate socialiste au Conseil d'Etat**

Dès 9h, les grévistes EdS de Partage, en grève depuis 56 jours, se sont réunis devant la mairie de Carouge pour rythmer de discours, de slogans et de musique, la séance hebdomadaire du Conseil administratif de la commune. Parmi les soutiens syndicaux et politiques, fort appréciée a été la présence de Madame Anne Emery-Torracinta, candidate socialiste au Conseil d'Etat. Face à l'inaction du Département de la solidarité et de l'emploi, elle a rappelé que les députés socialistes se sont toujours opposés à ce que des collectivités publiques emploient des personnes en EdS. À propos du salaire des EdS, elle a affirmé qu'ils doivent être rémunérés dignement contrairement au salaire actuel, et accompagnés de mesures de formation, comme le demande la motion M 1272 actuellement à l'ordre du jour du Grand Conseil.

Lors des prises de parole, les grévistes et le SIT ont félicité les autorités municipales de rompre enfin les relations avec Partage qui n'a pas su assurer des conditions de travail dignes et correctes à ses employés EdS. Ils ont félicité ces mêmes autorités de faire machine arrière et de remunicipaliser la récolte des déchets du Vieux Carouge, sous-traités à Partage, mettant ainsi fin à une voirie à deux vitesses, l'une avec les conditions de travail offertes aux fonctionnaires municipaux, l'autre avec les salaires de misère de 2'800.- net servis aux EdS, ils ont réaffirmé qu'ils attendent que la commune de Carouge assume pleinement ses responsabilités et aille plus loin dans la création de pistes et l'engagement des EdS.

Le Conseil administratif a reçu durant une heure une délégation de grévistes et du syndicat SIT. Ils ont fait valoir que les 420'000 francs jusque là alloués à Partage doivent permettre de créer 5 postes, et non 2 comme le propose le Conseil administratif, et d'engager les EdS qui durant des mois et des années pour certains ont démontré, dans des conditions difficiles, avoir acquis l'expérience requise pour remplir à satisfaction les postes d'ouvriers polyvalents de Voirie. Le Conseil administratif n'a pas modifié sa position. La décision est désormais dans le camp du Conseil municipal qui se réunit jeudi 17 octobre pour examiner le projet de budget 2014, la proposition de rupture avec Partage, la remunicipalisation de la levée des ordures du Vieux Carouge au sein de la voirie municipale. Concernant le nombre de postes à créer, les grévistes et le SIT espèrent que le Conseil municipal ira plus loin que la proposition de 2 postes du Conseil administratif.

Ils assisteront aux débats dans la tribune du public jeudi 17 octobre dès 18h30.